

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle carrières, matériaux, déchets
40 rue de la Préfecture
58026 NEVERS CEDEX

Nevers, le 13 juin 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/05/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

OMYA SAS

« Le Bois des Huets »
58 410 ENTRAINS-SUR-NOHAIN

Références : 230278
Code AIOT : 0005401517

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/05/2023 dans l'établissement OMYA SAS implanté Le Bois des Huets 58 410 ENTRAINS-SUR-NOHAIN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans un contexte de plaintes de bruit à l'encontre des 4 carrières formant "Les carrières de Jussy".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OMYA SAS
- Le Bois des Huets 58 410 ENTRAINS-SUR-NOHAIN
- Code AIOT : 0005401517
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est une carrière à ciel ouvert de calcaire autorisée depuis 1999. Ce site fait partie des quatre carrières formant « Les carrières de Jussy » situées sur les communes de Ciez et Entrains-sur-Nohain.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- conditions d'exploitation ;

- clôtures / barrières ;
- information du public ;
- bruit ;
- poussières.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Exploitation	APA du 03/12/1999, art. 21.2	/	Sans objet
6	Exploitation	APA du 03/12/1999, art. 22	/	Sans objet
9	Bruits et vibrations	AM du 26/11/2012, art. 47	/	Sans objet
13	Poussières	AM du 26/11/2012, art. 6	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Information du public	APA du 03/12/1999, art. 13	/	Sans objet
2	Clôtures et barrières	APA du 03/12/1999, art. 14	/	Sans objet
3	Exploitation	APA du 03/12/1999, art. 38	/	Sans objet
4	Exploitation	APA du 03/12/1999, art. 21.1	/	Sans objet
7	Bruits et vibrations	APA du 03/12/1999, art. 33	/	Sans objet
8	Bruits et vibrations	AM du 26/11/2012, art. 44	/	Sans objet
10	Bruits et vibrations	APA du 03/12/1999, art. 34	/	Sans objet
11	Poussières	APA du 03/12/1999, art. 32	/	Sans objet
12	Poussières	APA du 03/12/1999, art. 29	/	Sans objet
14	Poussières	APA du 03/12/1999, art. 16	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant le sujet des nuisances sonores, le dernier rapport de contrôle des niveaux sonores ne fait pas état de non-conformité. Il est à noter cependant que dans le cadre des plaintes pour nuisances sonores à l'encontre des 4 carrières formant "Les carrières de Jussy", un contrôle inopiné aura lieu courant 2023.

Concernant les autres points inspectés, il n'a pas été constaté de non-conformité majeure. 3 non-conformités sont relevées. Elles concernent :

- un retard sur le plan de phasage ;
- la présence de matériaux présents sur des banquettes, en attente de traitement ;
- l'absence de la notice récapitulant les mesures mises en œuvre pour réduire l'impact sur l'environnement des opérations de transport, entreposage, manipulation ou transvasement de produits ou de déchets (circulation, envol de poussières, bruit, etc.) ;
- les installations de broyage / concassage et cribles, qui ne sont pas équipées de dispositifs permettant d'absorber les chocs et vibrations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Information du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Panneaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence et la date de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : Il a été constaté à l'entrée de la carrière la présence d'un panneau avec les informations requises.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Clôtures et barrières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Limitation des accès / pancartes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La zone en cours d'exploitation (travaux préliminaires, extraction, remise en état) et les installations de traitement doivent être ceinturées par un dispositif formant un obstacle à la pénétration des personnes et des véhicules. Ce dispositif doit être suffisamment dissuasif pour ne pouvoir être franchi qu'avec une intention délibérée de pénétrer sur le site. Ce dispositif est interrompu au niveau du chemin d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation. Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation sont signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le chemin d'accès, d'autre part, aux abords du dispositif ceinturant la zone d'exploitation.
Constats : Sur la portion de périmètre inspectée, il n'a pas été constaté de non-conformité. Le site est ceint par une clôture et une barrière à l'entrée. Des pancartes signalant le danger ont été constatées le long de la clôture.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article 38
Thème(s) : Risques chroniques, Plan topographique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un plan à l'échelle 1/2000 ^{ème} de la carrière. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que des abords dans un rayon de 50 m ;- la position des fronts ;- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;- les zones remises en état ;- la position des ouvrages visés à l'article 18 et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour une fois l'an et est transmis à l'inspecteur des Installations Classées.
Constats : Le plan d'exploitation a été mis à jour en février 2023. Il est à l'échelle 1/1000 ^{ème} . Hormis ce point, tous les éléments demandés dans l'arrêté préfectoral d'autorisation figurent sur ce plan.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article 21.1
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Non-conformité relevée en 2022
Prescription contrôlée : L'extraction de calcaire concerne les horizons géologiques de l'oxfordien sur une épaisseur maximale de 45 m. En aucun cas, l'extraction n'aura lieu en dessous de la cote de 214 m NGF et à 2 m au-dessus du niveau des hautes eaux de la nappe phréatique. Après réalisation de la découverte, les matériaux seront extraits en laissant en place des gradins d'une hauteur ne pouvant excéder 15 m séparés par des banquettes d'une largeur minimale de 10 m.
Constats : Constats 2022 (susceptible de suites) : La hauteur des gradins est aux alentours des 10 m. Les banquettes font environ 10 m. En revanche, pour des raisons d'écoulement des eaux pluviales, une partie a été creusée à une cote inférieure à 214 m NGF. L'exploitant doit se justifier sur ce point et faire une proposition d'action permettant de respecter la cote de 214 m NGF. Constats 2023: L'exploitant a apporté des justifications au dépassement de la cote minimale de 214 m NGF par courrier daté du 03/11/2022 : <i>"Compte tenu de la pluviométrie et du caractère assez imperméable du carreau, nous devons gérer les eaux pluviales de la carrière. Depuis l'ouverture de la carrière nous avons pris l'habitude de surcreuser le carreau inférieur sur une faible surface (environ 15 m x 10 m) et une faible profondeur (1.5 m à 2 m) afin de créer un point de collecte d'eau qui est ensuite pompée et évacuée de la carrière.</i> <i>En 2019, nous avons poursuivi cette pratique suite à une forte période de pluie hivernale, mais sur un carreau qui pour la première fois avait atteint la cote minimale</i> <i>C'était une erreur que nous nous engageons à ne pas reproduire à l'avenir."</i> Depuis, l'exploitant a mis en place un système de digue de part et d'autre de cette zone creusée sous la cote minimale, constatée lors de la visite d'inspection. Les eaux pluviales sont dirigées vers cette zone. La non-conformité peut être considérée comme levée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article 21.2
Thème(s) : Risques chroniques, Respect du phasage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitation se déroule suivant le plan et les coupes annexés en phases successives, conformément aux dispositions contenues dans le dossier d'autorisation, soit 6 phases d'environ 10 ha pour 5 ans. L'exploitation de la phase n+2 ne peut être engagée (extraction) que dans la mesure où les travaux de remise en état de la phase n sont achevés.
Constats : <u>NON-CONFORMITE :</u> L'exploitant indique avoir pris du retard sur le plan de phasage. Une demande de renouvellement de l'exploitation est prévue d'être déposée d'ici la fin de l'autorisation (2029).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article 22
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des matériaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Non-conformité relevée en 2022
Prescription contrôlée : Le stockage des matériaux se fait sur le carreau de la carrière, à proximité de l'installation de concassage-criblage. Ils sont disposés en tas, d'une hauteur maximale de 15 m.
Constats : <u>Constats 2022 (susceptible de suites) :</u> Le stockage des différents matériaux ne dépasse pas les 15 m. Les matériaux de plusieurs tirs de mines étaient présents sur les banquettes, en attente de traitement. Il convient d'éviter le stockage sur les banquettes. <u>Constats 2023 :</u> Le stockage des différents matériaux ne dépasse pas les 15 m. <u>NON-CONFORMITE :</u> Le même constat est fait que lors de la dernière inspection. Les matériaux sont présents sur les banquettes et non sur le carreau comme prévu par l'article 22 de l'arrêté préfectoral du 03/12/1999. D'après l'exploitant, ce sont des matériaux issus des derniers tirs de mines en attente de traitement. Les matériaux finis sont stockés sur le carreau, à proximité des installations de concassage / criblage.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Bruits et vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article 33
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Non-conformité relevée en 2022 (transmission des rapports)
Prescription contrôlée : <u>Niveaux acoustiques admissibles :</u> En dehors des tirs de mines, les niveaux acoustiques admissibles sont fixés comme suit, en limite de la zone d'exploitation autorisée : <ul style="list-style-type: none">- 65 dB(A) pour la période diurne allant de 6h30 à 21h30 sauf dimanches et jours fériés,- 55 dB(A) pour la période nocturne allant de 21h30 à 6h30 ainsi que les dimanches et jours fériés. Sous réserve du respect de l'émergence de 3 dB(A) en limite de la zone d'exploitation autorisée. Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continue équivalent pondéré A : Leq. L'évaluation du niveau de pression est effectuée sur une période d'au moins une heure représentative du fonctionnement le plus bruyant de l'installation. [...] <u>Contrôles</u> Un contrôle du niveau sonore est effectué dès l'ouverture de la carrière en trois emplacements définis en accord avec l'Inspecteur des Installations Classées. Ces contrôles doivent être renouvelés tous les trois ans Les mesures sont transmises dans un délai de un mois à l'inspecteur des Installations Classées accompagnées, le cas échéant, d'un commentaire et de propositions.
Constats : L'inspection s'inscrit dans un contexte de plaintes de bruit. Les dernières mesures de bruit transmises par l'exploitant sont celles figurant dans le rapport de janvier 2022. Les mesures ont été effectuées le 11/01/2022. Le rapport conclut à la conformité par rapport aux valeurs limites prescrites dans l'APA du 03/12/1999. <u>OBSERVATIONS :</u> Si le rapport de 2022 conclut bien sur la conformité des mesures par rapport aux valeurs limites de bruit en limite de propriété et d'émergence dans les zones à émergence réglementée (ZER), le rapport ne conclut pas sur le respect de l'émergence de 3 dB(A) en limite de zone d'exploitation autorisée. Un contrôle inopiné sera réalisé à la demande de l'inspection courant 2023. Les niveaux de bruit ambiant mesurés devront être comparés au niveau de bruit résiduel afin de déterminer l'émergence et de conclure sur le respect ou non de l'émergence de 3 dB(A) en limite de la zone d'exploitation autorisée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Bruits et vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 44
Thème(s) : Risques chroniques, Installations de broyage / concassage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les bruits émis par les installations sont réduits au maximum. Les installations sont, en tant que de besoin, soit installées dans des encoffrements avec des dispositifs de traitement des poussières et des calories, soit capotées au maximum ou équipées de tout autre moyen équivalent. La livraison des matières premières et l'expédition des produits se font préférentiellement en période diurne.
Constats : L'exploitant indique que l'usine fonctionne 7j/7 24h/24 et la carrière du lundi au vendredi en période diurne. L'expédition des produits se fait en journée de 6h30 à 18h. Les installations sont capotées (bardage).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Bruits et vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 47
Thème(s) : Risques chroniques, Installations de broyage / concassage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est construite, équipée et exploitée afin que son fonctionnement ne soit pas à l'origine de vibrations dans les constructions avoisinantes susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci. Les cribles, sauterelles-cribleuses ou toutes autres installations sources de bruit par transmission solidienne sont équipées de dispositifs permettant d'absorber des chocs et des vibrations ou de tout autre équipement permettant d'isoler l'équipement du sol.
Constats : NON-CONFORMITE : Les installations de broyage / concassage et cribles ne sont pas équipées de dispositifs permettant d'absorber les chocs et vibrations. Ces installations sont situées en fond de carrière.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Bruits et vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article 34
Thème(s) : Risques chroniques, Vibrations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <u>Tirs de mines</u> Les tirs ont lieu uniquement les jours ouvrés (samedis, dimanches et jours fériés exclus). <u>Contrôles</u> Le respect des vitesses fixées à l'article 22.2 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 est vérifié dès les premiers tirs réalisés sur la carrière aux emplacements et dans des conditions définies en accord avec l'Inspecteur des Installations Classées. Les mesures sont renouvelées tous les 3 ans et lorsque les conditions de tirs sont modifiées. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspecteur des Installations Classées, en cas de dépassement des valeurs limites, les résultats sont transmis à ce dernier dans les meilleurs délais.
Constats : L'exploitant a présenté son registre des tirs de mines. Les dernières analyses datent du 06/12/2022, les résultats sont les suivants : <i>« Pour le tir du 06/12/2022, la vitesse pondérée maximale chez le riverain est inférieure à 0,4 mm/s à 550 m du tir, à une distance inférieure à celle des premières habitations. Par contre la vitesse pondérée à « l'usine OMYA » à 320 m du tir est de 1,9 mm/s. Ces valeurs sont inférieures à la limite fixée par l'arrêté du 22/09/1994. »</i> Il est indiqué en conclusion du rapport : <i>« Les vitesses de vibrations engendrées par le tir de mines considéré, au Petit Châtre et à l'usine sur la carrière OMYA de Entrain-sur-Nohain, sont à la fois inférieures aux valeurs pénalisantes pour les constructions telles que définies par l'arrêté ministériel du 22/09/1994, c'est-à-dire 10 mm/s ».</i> Cela n'appelle pas d'observation de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article 32
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle et suivi des émissions
Point de contrôle déjà contrôlé : Non-conformité relevée en 2022
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fait procéder, à ses frais, par un organisme agréé par le Ministère de l'Environnement, au contrôle des effluents rejetés par son établissement au moyen de mesures et prélèvements d'échantillons représentatifs aux fins d'analyses par des méthodes normalisées. Cette surveillance s'exerce sur chacun des points à raison d'un contrôle annuel s'il existe des émissions canalisées.</p> <p>Les résultats obtenus, accompagnés des commentaires appropriés nécessaires à expliquer notamment les anomalies observées puis à décrire et justifier les mesures correctives mises en œuvre et leur incidence, sont conservés par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant assure une surveillance de la qualité des retombées de poussières. Celle-ci peut être commune avec l'usine. Les méthodes de prélèvement, mesure et analyse, de référence en vigueur à la date de l'arrêté sont fixées conformément aux normes NFX 43021, 43 023 et 43 017.</p> <p>4 points de contrôle au moins seront installés en accord avec l'inspecteur des Installations Classées.</p> <p>La vitesse et la direction du vent sont enregistrées en continu.</p> <p>Un rapport synthétise chaque année l'exploitation de ce réseau. Il est transmis à l'inspecteur des Installations Classées sur simple demande.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constats 2022 (susceptible de suites) :</u></p> <p>Les dernières analyses de poussière du 31/01/2022 au 03/03/2022, montrent des résultats ne dépassant pas les seuils fixés par l'AM du 22 septembre 1994.</p> <p>Les analyses sont effectuées selon la norme NFX 43 014, conformément à l'AM du 22 septembre 1994 modifié par arrêté du 22 octobre 2018. Lors de ces analyses, sept points de contrôle sont surveillés en incluant la jauge témoin. Une station météo est en place pour la mesure du vent en continu mais l'exploitant n'a plus d'ordinateur capable de récupérer les données depuis 1 an. L'exploitant doit être en mesure d'avoir accès aux données de la station météo.</p> <p><u>Constats 2023 :</u></p> <p>L'exploitant a transmis son dernier bilan des retombées de poussières daté du 07/12/2022. Les analyses sont effectuées selon norme NFX 43 014, conformément à l'AM du 22 septembre 1994 modifié par arrêté du 22 octobre 2018. Lors de ces analyses, sept points de contrôle sont surveillés en incluant la jauge témoin. Une station météo est en place pour la mesure du vent en continu.</p> <p>Comparativement à 2022, l'exploitant est en mesure d'accéder aux données de la station météo.</p> <p>Les données récoltées sont des données brutes. L'exploitant est en attente d'un logiciel pour faciliter leur exploitation.</p> <p>Aucune non-conformité n'est relevée dans le bilan.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article 29
Thème(s) : Risques chroniques, Conception et aménagement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend des dispositions pour éviter l'émission et la propagation des poussières : <ul style="list-style-type: none">- les émissions de poussières sur les installations de traitement des matériaux doivent être soit abattues par pulvérisation d'eau, soit captées et épurées ;- la hauteur de chute des matériaux sur les tapis et les tas de stockage ne doit pas être supérieure à 3 m ;- la surface des tas de matériaux pulvérulents doit être protégée ou traitée pour éviter la dissémination des poussières par le vent.
Constats : Les constats sont identiques à la dernière inspection en 2022. Pour rappel, ces constats étaient les suivants : « <i>Un stock de matériaux fin (0-3 mm) émet un peu de poussière mais la hauteur de chute est inférieure à 3 m. Lors de l'inspection, peu de poussières a été observée avec les installations de traitement. Un tapis est utilisé pour acheminer les matériaux à l'usine.</i> »
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Installations de broyage / concassage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant adopte, les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :</p> <p>Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées.</p> <p>Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin. [...]</p> <p>L'exploitant récapitule dans une notice les mesures mises en œuvre pour réduire l'impact sur l'environnement des opérations de transport, entreposage, manipulation ou transvasement de produits ou de déchets (circulation, envol de poussières, bruit, etc.). Y sont également précisés :</p> <ul style="list-style-type: none">– les modalités d'approvisionnement et d'expédition (itinéraires, horaires, matériels de transport utilisés, limitation des vitesses sur le site en fonction des conditions météorologiques, etc.), ainsi que les techniques d'exploitation et aménagements prévus par l'exploitant ;– la liste des pistes revêtues ;– les dispositions prises en matière d'arrosage des pistes ;– les éléments technico-économiques justifiant l'impossibilité d'utiliser les voies de transport mentionnées ci-dessus. <p>Pour les produits de faible granulométrie inférieure ou égale à 5 mm, en fonction de l'humidité des produits ou des déchets, les camions entrants ou sortants du site sont bâchés si nécessaire.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a mis en place un dispositif de lavage de roues.</p> <p>Les voies internes et aux abords de l'établissement sont dans un état de propreté et empoussièrement satisfaisant.</p> <p>NON-CONFORMITE : L'exploitant n'a pas rédigé la notice récapitulant les mesures mises en œuvre pour réduire l'impact sur l'environnement des opérations de transport, entreposage, manipulation ou transvasement de produits ou de déchets (circulation, envol de poussières, bruit, etc.).</p> <p>Pour les produits de faible granulométrie, les camions sortants du site sont essentiellement des citernes aux dires de l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Nettoyage des roues des camions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un dispositif est mis en place sur la voirie de sortie pour permettre le nettoyage des roues des véhicules sortant et pallier l'épandage de boue sur la chaussée publique (débourbeur ou longueur de voie enrobée suffisante maintenue propre). [...]
Constats : L'exploitant a mis en place un dispositif de lavage de roues. Les voies de circulation interne et externe sont dans un état de propreté satisfaisant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Stockage de liquides

Référence réglementaire : AP du 03/12/1999, article 25.4
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 2°) Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,- 50 % de la capacité des réservoirs associés. Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.
Constats : L'atelier a été inspecté. L'ensemble des liquides stockés en fûts et bidons est sur une rétention d'une capacité suffisante.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

Annexe : planche photographique

Stockage de matériaux (point de contrôle n°6)



Exploitation – respect cote minimale 214m NGF : dépassement ponctuel – mise en place digue (point de contrôle n°4)

